



Communiqué de presse de la FSU 68 et de ses syndicats SNUipp, SNES et SNEP, et de la FCPE 68

Plus de moyens pour la rentrée 2019 !

La FSU 68 et ses syndicats du premier et second degré, SNUipp, SNES et SNEP, associés à la FCPE 68, dénoncent les conditions de préparation de la rentrée 2019. Une fois encore, l'Education nationale fait les frais d'arbitrages budgétaires qui exigent toujours plus d'économies sur la dépense publique, au détriment d'une réforme fiscale structurelle qui permettrait au contraire d'abonder les finances de l'Etat. Dans ce contexte, les moyens alloués à l'Education à la rentrée 2019 sont significativement insuffisants.

Dans le premier degré, pour éviter de créer des moyens supplémentaires comme il faudrait le faire, on déshabille Pierre pour habiller Paul : le Ministère finance le dédoublement des classes de CP et CE1 en éducation prioritaire en fermant des classes ailleurs, surtout en milieu rural, ou en supprimant des dispositifs d'aide qui ont fait leurs preuves, comme le « Plus de maîtres que de classes ». En conséquence, les effectifs explosent partout, pouvant atteindre jusqu'à 35 élèves par classe ! A ces difficultés s'ajoute le manque criant de remplaçants. Dans de telles conditions, comment apprendre et enseigner correctement ? Comment offrir les meilleures conditions d'accueil aux élèves à besoins particuliers ?

Dans le second degré aussi, la rentrée 2019 se caractérisera par des hausses d'effectifs et des fermetures de classes. Au plan académique, 61 postes d'enseignants et 21 postes de stagiaires sont supprimés, qui s'ajoutent aux 1000 suppressions des dix dernières années ! Cette dégradation tient pour partie aux réformes du lycée et du baccalauréat, qui permettent une baisse des moyens d'enseignement dans les établissements : 77 % des lycées de l'académie subissent une baisse de leur dotation ! Nous dénonçons la philosophie élitiste et inégalitaire que véhiculent ces réformes et continuons d'en demander l'abrogation.

Enfin, nous apportons notre soutien aux AESH (Accompagnant.es des Elèves en Situation de Handicap), qui luttent pour une hausse de leur rémunération, une formation digne de ce nom et de meilleures conditions de travail.

Nous appelons nos collègues et les parents d'élèves à se rassembler **mercredi 6 février à 13h15 devant le Conseil départemental, avant la tenue du CDEN** (Conseil Départemental de l'Education Nationale) pour exiger des moyens supplémentaires pour la rentrée 2019, afin d'offrir à tous les élèves et les enseignants de meilleures conditions d'apprentissage et de travail. L'éducation doit être une priorité nationale.